



Réunion d'initiative citoyenne – PERCY-EN-NORMANDIE (50410)

30 janvier 2019 – 20h30

Contexte

La réunion a lieu à l'initiative de la mairie de PERCY-EN-NORMANDIE et de Villedieu Intercom et se tient à la salle des fêtes de Percy, avenue Bradley. Elle a été préparée en concertation avec un groupe de gilets jaunes local. Elle est ouverte sans inscription, à tous les habitants de la communauté de communes Villedieu Intercom. Il n'est pour l'instant pas prévu d'autres réunions sur le territoire.

Présentation

L'introduction et la présentation des règles sont faites par Charly VARIN, maire de Percy-en-Normandie, puis par Lolita, représentante des gilets jaunes de Villedieu. Les thèmes choisis pour le débat ne sont pas ceux proposés dans le cadre du grand débat national, mais ceux qui ressortent des ateliers citoyens des gilets jaunes de Vire. Ceux-ci ont créé des groupes de travail par thème, en identifiant problèmes, solutions et actions proposées.

Les 4 thèmes proposés ce soir sont les suivants:

- Thème 1 : Pouvoir d'achat et justice sociale
- Thème 2 : Services publics et territoires
- Thème 3 : Justice fiscale et sociale
- Thème 4 : Moralisation vie politique – démocratie – RIC – rôle des médias

Un cinquième est ajouté, après accord des présents :

- Thème 5 : Ecologie – transition énergétique, qui sera vu en même temps que le thème 4.

Lolita propose la signature d'une pétition pour le RIP Référendum d'Initiative Partagée.

La synthèse sera mise en ligne sur le site de Villedieu Intercom. Le compte rendu sera synthétique et non nominatif. Nadège DELAFOSSE, assistante de M. VARIN à Villedieu Intercom, modère le débat. Elle demande des interventions de 2 minutes. Les actions seront synthétisées à la fin de chaque thème.

Environ 90 personnes sont présentes.

Thème 1 : Pouvoir d'achat et justice sociale

Problèmes	Propositions	Actions
Païement au SMIC dans beaucoup d'entreprises, à cause de l'abattement Fillon qui permet une baisse des charges patronales pour les rémunérations au SMIC	Appliquer l'abattement FILLON sur une tranche de salaire supérieure, qui donnerait la possibilité au patron de payer plus les SMICARDS sans payer régler plus de charges. Abandonner l'abattement Fillon sur le SMIC, pour qu'il y ait moins d'intérêt à payer les gens au SMIC et plus d'intérêt à les rémunérer au-dessus.	Audit indépendant sur les rémunérations et sur les conséquences de la hausse du SMIC.
Si hausse du SMIC par une baisse des cotisations, comment financer l'aide sociale ?	Si hausse des salaires, augmentation des impôts payés par les salariés, qui financent les cotisations sociales.	/
Difficulté avec le CICE	Appliquer le CICE aux TPE/PME et non plus aux grands groupes	Modification de la législation
Loi JUPPE : différence entre le salaire net et le salaire net imposable – paiement d'un impôt sur un revenu que l'on n'a pas	Supprimer le paiement de l'impôt sur la CSG	Modification de la législation
TVA qui n'est pas un impôt juste.	TVA 0% sur les produits de première nécessité	Modification de la législation
Reconnaissance de la valeur des gens et la considération pour leur travail (ex : contrats précaires)	Augmenter la rémunération.	/
Reconnaissance du travail	Incitation à augmenter les rémunérations. Supprimer la prime d'activité. Pas besoin d'aide, juste un meilleur salaire.	/
Loi ALIMENTATION : augmentation du prix de certaines denrées pour augmenter le niveau de vie des producteurs. Pourquoi cela porte t'il sur des produits type CHOCAPIC, NUTELLA et eau minérale, et pas sur des produits comme les pommes ? Normalement, hausse sur certains produits pour diminuer le coût des fruits et légumes / améliorer la rémunération des producteurs.	/	/
Sécurité sociale = justice sociale. Permet aux gens de se soigner, sécurité par rapport à l'emploi. Enjeu d'aujourd'hui car captation de la sécurité sociale par les assurances. Les cas « rentables » vont vers le privé et les « non rentables » vers le public. Prise en charge des poly-pathologies de moins en moins remboursées.	Remettre la sécurité sociale au centre de la justice sociale.	Permettre à tous d'être soigné par un remboursement 100% sécurité sociale. Suppression mutuelles privées.
Leclerc propose d'acheter la nourriture maintenant et de payer dans 2 mois. Pas de protection des gens par l'Etat. Idem pour les contrats d'électricité proposés par les grandes surfaces.	Ne pas promouvoir le surendettement avec des pratiques commerciales différées via des crédits à la consommation.	Réguler ou encadrer les pratiques commerciales qui poussent les plus précaires à l'endettement.

Augmenter le SMIC pour relancer le pouvoir d'achat	Augmenter les salaires et le pouvoir d'achat Augmenter la rémunération des producteurs	Modification de la législation
Condition de vie des personnes handicapées ou malades. Peu de ressources, vie encore plus dure que pour les gens qui travaillent. Le handicap peut être financé de deux façons différentes : la CAF (allocation adulte handicapé) ou la pension d'invalidité. Deux types de revenus, pour un même type de problème Si une personne handicapée est mariée à une personne qui a + de revenus, elle ne perçoit plus d'allocation, comme si elle n'était plus handicapée	Harmoniser les allocations et revenus pour les personnes handicapées pour plus de justice sociale	Modification de la législation Modification de la législation Allocation allouée à la personne et non au ménage. Ne pas conditionner l'AAH aux revenus du foyer.
Difficultés de financement des énergies (électricité, carburant, péages...) et des loyers.	Encadrement des loyers (plafonnement des loyers par région).	Renationaliser les autoroutes. Garder les péages pour reverser les bénéfices actuellement donnés aux actionnaires, aux communes afin que l'argent serve à se mettre en conformité pour l'accessibilité des personnes handicapées.
Opacité des décisions		Transparence : obtenir de vraies informations, via les maires.
Frais bancaires qui ajoutent des difficultés aux gens déjà dans la difficulté.		Diminuer ou encadrer les frais bancaires
Dépendance vieillesse : problème du prix des maisons de retraite		Rentrer le risque vieillesse dans un nouveau risque (5 ^{ème} risque) de l'assurance sociale. Affecter vraiment la CSG, impôt créé pour cela, au risque vieillesse.
Cotisation d'assurance		Baisser les cotisations d'assurance auto puisque les 80 km/h diminuent la mortalité

Thème 2 : Services publics et territoires

Problèmes	Propositions	Actions
Fermeture des hôpitaux. Les cotisations font partie du pouvoir d'achat différé, donc en fermant les hôpitaux, on diminue le pouvoir d'achat.	/	/
Fermeture des gares et des guichets. Transport en tant que service public : pouvoir se déplacer à moindre coût et déplacement plus écologique (le train consomme 200 fois moins que les poids lourds) Fermeture des guichets de gares = remplacement des hommes par les machines – hausse du chômage	Améliorer les mobilités. Le train aide à développer des territoires. La présence de services publics rend les territoires attractifs.	/
Déserts médicaux : manque de généralistes, longueur des rendez-vous avec les spécialistes.	Obliger les jeunes médecins à effectuer 2 ou 3 ans de travail dans les zones de carence.	Modification de la législation
Moins de médecins = fausse croyance. Numerus clausus qui annonce la pénurie future des médecins. Suppression du numerus clausus en 2020. Cela va-t-il suffire pour limiter les pénuries ? 1 ^{er} territoire en manque de médecin = Ile de France	/	Evaluer le nombre de médecins manquants sur tout le territoire et adapter le numerus clausus à cette évaluation.
Désert de services publics	Favoriser l'emploi sur les communes en développant une monnaie locale et assurant tous les services publics. Municipaliser les services publics et redonner aux citoyens le plaisir de vivre localement.	Gestion en proximité des services publics locaux (gare, poste, train, transport...) avec moyens financiers aux collectivités locales
Privatisation des services médicaux. Dépassement d'honoraires pour obtenir des soins.	/	Modification de la législation
Départ des jeunes et de la main d'œuvre vers l'extérieur et manque de main d'œuvre qualifiée localement. Adéquation entre les formations et les besoins des entreprises. Ce départ est-il dû à un manque d'attractivité du territoire ?	/	Revoir les formations proposées par l'Education Nationale pour les adapter aux besoins locaux
Les transports à moindre coût sont-ils adaptés pour permettre la circulation des travailleurs ou des personnes en formation ? Sont-ils abordables ? Comment les développer sans taxer encore les entreprises ? L'absence de transport est un frein à la mobilité	/	Encourager les mobilités propres et peu coûteuses – mobilité Hydrogène plutôt qu'électrique

<p>Les entreprises ne jouent pas le jeu de l’alternance et de la formation.</p> <p>Difficulté des entreprises à trouver des apprentis, par exemple dans le domaine de la mécanique / carrosserie.</p> <p>En France, 50 000 apprentis. En Allemagne, 300 000.</p>	<p>Relance de l’apprentissage.</p> <p>Non dévalorisation des métiers manuels. Ne pas emmener tout le monde vers les grandes études.</p>	<p>Développer l’apprentissage</p> <p>Revaloriser les métiers manuels</p>
<p>Difficulté pour les apprentis de trouver un travail correctement rémunéré. Celles-ci ne correspondent pas à ce qui est promis en formation.</p>	<p>Favoriser une meilleure rémunération des jeunes salariés en adaptation avec les diplômes</p>	/
<p>Disparition des services publics (ex : déclaration d’impôts sur ordinateur alors que les gens n’ont pas d’ordinateur).</p>	<p>Remettre de l’humain dans les services publics</p>	<p>Conserver une part de documents papiers et de l’humain</p>
<p>Amplitude horaire d’ouverture des services publics.</p>	/	/
<p>Manque d’offre de garde sur la petite enfance : manque de crèches et d’assistantes maternelles</p>	/	<p>Favoriser l’émergence de modes de garde collectifs</p>
<p>Problème de couverture internet et mobiles – zones blanches : on impose la télédéclaration sans assurer la couverture internet</p>	/	<p>Couvrir les territoires en profitant de la 5G</p>
<p>Remplacement des hommes par la machine : renforce l’isolement, ne répond pas aux questions posées. Déshumanisent les relations. Manque d’humain dans les services publics.</p>	/	<p>Remettre de l’humain dans les services publics</p>
<p>Fracture numérique : problème d’accès des personnes à l’outil numérique</p> <p>Coût de l’abonnement téléphonique et internet</p>	<p>La forme papier doit être conservée</p>	<p>Maintenir le format papier pour ceux qui le souhaitent</p>
<p>Les services publics doivent rester des services qui ne sont pas rentables, qui sont là pour accompagner les usagers.</p>	/	/
<p>Hôpitaux menacés dans beaucoup de territoire : les petits hôpitaux vont devenir des centres de gériatrie, les spécialisations sont plus éloignées et regroupées. Difficultés d’accueil des familles ou conjoints pour accompagner les malades.</p>	<p>Garder sur les territoires des services de spécialités médicales.</p>	<p>Revoir la carte hospitalière – Statut des ARS à revoir car ils n’ont de comptes à rendre à personne</p>
<p>Loi Bachelot - Tarification à l’acte. Vision comptable des patients. Objectifs de santé pour les professionnels : rétribution si moins d’arrêts maladie, prescription de génériques</p>	/	<p>Stopper la tarification à l’acte</p>
<p>Présence des écoles et des hôpitaux qui conditionne la venue de professions libérales.</p>	/	/
<p>Voir l’exemple islandais - Ne plus rembourser les intérêts de la dette publique</p>	/	/

Eloignement des services publics : très grandes collectivités,	Arrêter de trouver des solutions qui poussent vers des mutualisations toujours plus grosses ou plus hausses. Retrouver un échelon de proximité	Moratoire sur la disparition des services publics, dont les hôpitaux. Stop à l'agrandissement des périmètres intercommunaux
Education nationale : mettre du privé dans le public avec parcours sup, réforme des lycées... Création de concurrence entre les établissements. Création de la réforme en même temps qu'elle est mise en place.	Egalité des droits dans l'éducation nationale.	/
Mobilité : suppression des arrêts de transports scolaires. en raison de normes de sécurité. Les cars scolaires se vident.	/	/
Pénurie organisée de certains médicaments	/	Garantir le circuit des médicaments

Thème 3 : Moralisation vie politique – démocratie – RIC – rôle des médias

Problèmes	Propositions	Actions
Moralisation de la vie politique. Elus nationaux trop rémunérés par rapport aux citoyens. Privilège des présidents et autres anciens élus qui durent même après la fin des mandats.	Limiter la rémunération et les avantages maintenus après la fin des mandats nationaux	Modification de la législation
Présence des lobbys qui ont trop d'influence sur les politiques (ex : nombre de vaccins obligatoire pour les enfants)	/	Encadrer les pratiques des lobbys
Aide aux journaux	/	Apporter des aides publiques aux médias pour qu'ils ne soient pas aux mains d'actionnaires privés – Garantir la liberté des rédactions
Mépris du président actuel et de ses soutiens, pour le peuple	Respect du peuple	/
Loi sur le casier judiciaire vierge des élus		Casiers judiciaires vierges pour se présenter aux élections
Problème de cumul des indemnités de mandats. Revalorisation des indemnités des petits maires.	Plafonnement des indemnités liées au cumul des mandats.	Revalorisation des indemnités des élus locaux
Non affectation des dépenses aux recettes dans la constitution.		Modification de la législation
Référendum d'initiative citoyenne : quelles modalités pratiques ?	Se travaille en ce moment dans de petits ateliers citoyens.	À déterminer

Absentéisme des députés - comportement	Jour obligatoire de présence pour le vote des lois	Imposer une présence obligatoire lors des votes des projets de lois – revoir le travail parlementaire
Ecart de comportement des maires qui plébiscitent le Président après ses interventions de la semaine dernière mais s’y opposent fortement lors du congrès des maires	/	/
Cumul des mandats. Trop de travail législatif pour les députés. Députés trop loin des territoires sinon les maires sont plus en avant. Lois passées à des moments stratégiques (nuit, été...)	Attention aux non cumuls : déconnexion des députés par rapport à la réalité locale en l’absence de mandat local	Remettre la possibilité de cumul d’un mandat de parlementaire avec maire de communes de moins de 1000 habitants
Tout est à revoir = les citoyens veulent intervenir Débats publics = présentation, pas de pouvoir de décision. Les politiques ne rendent pas compte entre les élections.	Passer à la 6 ^{ème} république plus participative Favoriser les débats publics Un site alternatif est présenté : https://le-vrai-debat.fr	/
Réduire le nombre des élus = réduire le nombre de représentants du peuple. Danger du manque de représentant et maintien de contre-pouvoir dans une démocratie.	Révocabilité des élus	Diminution du nombre de parlementaires mais non suppression du Sénat, seul contre-pouvoir à l’heure actuelle
Représentativité au sein de la députation : 0 ouvrier, beaucoup de CSP +	Mise en place de quotas ? Favoriser la reconversion des élus	Mettre en place des mesures pour favoriser l’accès aux fonctions d’élus – Statut de l’ élu local pendant son mandat mais surtout après
Absence de représentation proportionnelle. Absence de prise en compte du vote blanc	/	Modifications de la législation
Absence de citoyens au conseil municipal et au conseil communautaire	/	/
Salaires des députés, sénateurs, président, ministres	/	/
Opacité, manipulation, conflit d’intérêt.	Transparence totale des élus, de leur travail et du travail administratif. Communication des documents administratifs	Tous les documents administratifs visibles par tout le monde sur internet. Libre accès aux données. Possibilité de contrôle citoyen couplé au RIC, avec possibilité d’intervention sur des actions

		jugées contraires aux intérêts communs. ! attention au voyeurisme !
--	--	--

Thème 4 : Justice fiscale et sociale - Ecologie – transition énergétique

Problèmes	Propositions	Actions
Impôts sur le revenu : 14 tranches en 1986, 5 aujourd'hui. Les classes moyennes ont vu le plus leur imposition augmenter	Augmenter le nombre de tranches, avec des tranches plus resserrées en bas et qui s'élargit en montant dans les tranches. Avoir des tranches plus égalitaires. Impôt payé par tous, dès le 1 ^{er} euro gagné, même par un paiement très symbolique	Augmenter le nombre de tranches Impôt payé par tous, dès le 1 ^{er} euro gagné
Les grosses sociétés ne payent pas le même impôt que les petites	/	Paiement des mêmes impôts entre les grosses et les petites sociétés
Paiement des impôts par toutes les sociétés	Fin de l'évasion fiscale Moyens affectés à la lutte contre l'évasion fiscale Couverture des intérêts de la dette par les recettes liées à la lutte contre l'évasion fiscale	Conditions de poursuites des fraudeurs.
Perte du symbole de l'ISF et du lien	Rétablissement de l'ISF : importance du symbole par le paiement de cet impôt	Rétablissement de l'ISF et exonérations possibles si investissements directs dans les TPE/PME
Les élus ne soutiennent pas le peuple mais l'intérêt des riches	/	/
Existence des niches fiscales	Revoir les niches fiscales	Travailler à un toilettage des niches fiscales
Evasion fiscale des actionnaires. Les personnes fortunées font le choix de ne plus participer à la vie collective	Revoir l'actionnariat / la répartition des richesses	Modification de la législation
Répartition de la richesse entre les entreprises et les ouvriers. Les grands groupes font la morale sur l'aide alimentaire alors qu'ils participent à l'appauvrissement	/	Meilleure contribution des grands groupes aux actions d'aide alimentaire
Faire sauter le verrou de Bercy. Manque de regard et de pouvoir citoyen Transparence sur les aides versées par l'Etat aux entreprises. CICE donné sans contrepartie	/	Instaurer une contrepartie en cas de versement d'une aide, par exemple pour le CICE
Opacité	Transparence sur les décisions publiques prises	/
Fermeture d'entreprises quand elles sont bénéficiaires.	/	Interdiction de fermeture d'une entreprise bénéficiaire,

		ou nationalisation de cette entreprise
Gros doute sur ce que le gouvernement fera du résultat de ce débat	/	/

Problème de préemption des terres. Manque de soutien à l'agriculture bio		Développement de l'agriculture bio, qui crée de l'emploi et font vivre des territoires Circuits courts / préemption commune pour installation jeunes agriculteurs. Amplification des incitations aux meilleures pratiques agricoles
Transports – pas de ferroutage pour certains lobbies	/	Ferroutage – fret ferroviaire
Pesticides. Problème de formation aux agriculteurs.	Enseignement plus systématique des méthodes alternatives à l'agriculture conventionnelle – Amplification des bonnes pratiques	Interdire les pesticides
Tout est fait pour étouffer les solutions pour se transporter de façon moins polluante.	Transparence sur les recherches d'autres énergies que les énergies fossiles –	/
Les banques ne financent pas les solutions alternatives et écologiques (permaculture, nettoyage des océans par les algues)	Diminution du pouvoir des lobbys	Recherche et soutien aux énergies alternatives
Manquent de normes de constructions sur les grands établissements	Développer les constructions plus respectueuses en termes d'énergie utilisée	/
Comment sortir du nucléaire ? Sortie des énergies fossiles par le développement des véhicules électriques, qui polluent autrement (batteries)	Sortie progressive du nucléaire – changement des véhicules électriques	Amplification des actions en direction des énergies propres – Hydrolien, éolien off-shore, hydrogène, ...
Les élus agissent en disant qu'on n'a pas le choix, pas qu'on va essayer de changer.	/	/

Mise en place d'ateliers citoyens le dimanche soir à Villedieu. Si le besoin se fait sentir d'une nouvelle réunion, les élus seront sollicités pour en organiser une autre.

Fin de réunion à 00h15.